

*Les crédits*

le. Quand vous regardez, par exemple, où on parle des exemptions: les produits, l'alimentation de base, ou quand on parle des médicaments, tout le monde n'a pas nécessairement à gérer tous ces secteurs-là. Un secteur, et chacun recevra des explications précises.

Donc, je crois que notre projet de loi est «compréhensif» dans ce qu'il est englobant. Il est «compréhensible» aussi, très certainement, puisque 48 pays, et je ne crois pas que les citoyens du Canada soient plus abrutis, ce qu'on voudrait laisser entendre, que les gens de ces 48 pays qui ont une taxe qui fonctionne très bien et qui est exactement en vertu des mêmes principes, et souvent avec plusieurs taux.

[Traduction]

**M. Fontana:** Monsieur le Président, le ministre nous dit que nous verrons bien dans la pratique que cette taxe n'est pas aussi compliquée que cela, je lui rétorque que tout ce que nous verrons, c'est son incapacité de gérer l'économie.

Il parle également de l'avenir. Monsieur le président, à voir la TPS, l'avenir sera un véritable cauchemar pour les classes moyennes et les moins nantis et pour les petites entreprises.

C'est à croire que le gouvernement veut pénaliser les Canadiens en leur faisant payer ses erreurs et sa mauvaise gestion de l'économie. J'aimerais bien que le ministre réponde à la question suivante. Comment se fait-il que le gouvernement, après avoir majoré les impôts 31 fois au cours des cinq dernières années et fait grimper ainsi de plus de 60 p. 100 les impôts de la classe moyenne, a quand même réussi à doubler la dette nationale qui est passée de 160 milliards de dollars à plus de 360 milliards en 1990?

Il pourrait peut-être aussi en profiter pour nous dire si le gouvernement a procédé à des consultations en prévision de son budget qui sera déposé le 20 février?

**M. Loiselle:** Monsieur le Président, le député a posé une question très vaste. Je ne sais pas si j'aurai le temps de tout couvrir.

Il a dit que nous pénalisons la population. Or, puisque l'économie a progressé, c'est normal que les gens paient plus d'impôts, mais leur revenu a aussi augmenté en ce sens qu'ils ont plus d'argent qu'auparavant.

**M. Fontana:** Dans leurs poches? Vous voulez rire!

**M. Loiselle:** Le député ne semble pas se rendre compte que le nombre élevé de chômeurs qu'il y avait lorsque

nous avons pris le pouvoir était attribuable au piètre état de l'économie. Nous avons dû augmenter les impôts pour éponger le déficit dont nous avons hérité.

La dernière année, les dépenses avaient augmenté de 17 p. 100. Nous avons ramené ce taux d'augmentation en cinq ans à quelque chose de l'ordre de 3,6 ou 5 p. 100 par année. Nous sommes d'excellents gestionnaires et nous sommes très fiers de notre fiche. Nous rencontrons des difficultés, mais nous avons beaucoup amélioré la situation.

**M. Thompson:** Monsieur le Président, je n'ai qu'un ou deux commentaires à ajouter aux paroles du ministre. Au premier chef, je souligne qu'il n'y a pas eu de véritable débat sur cette question précise. Le Parti libéral et le NPD n'apportent aucun argument nouveau, mais rabâchent toujours la même chose. Ils affirment qu'il n'y a pas de véritable débat. Ils ont recours aux mêmes tactiques que chaque fois que le gouvernement prend une initiative. Ils veulent observer le statu quo, mais nous savons très bien que ce prétendu statu quo n'existe plus depuis 1924.

Tout Canadien sensé sait que le régime fiscal actuel ne fonctionne plus. Mais que veut l'opposition? Conserver ce régime.

Je conseille aux Canadiens de poser la question à chacun des candidats à la tête du Parti libéral. En fait, certains ont déjà déclaré officiellement qu'ils maintiendraient le statu quo. C'est exactement ce qu'ils font depuis la confédération: maintenir le statu quo. Ils n'essaient rien de différent, rien qui demande un peu d'imagination ou qui soit le moindre sujet à controverse. Les libéraux choisiront toujours la voie la plus facile. C'est ce qu'ils font depuis des années. Toujours la solution de facilité. Ils n'ont pas changé.

**M. Loiselle:** Monsieur le Président, je suis d'accord que la voie que nous avons choisie n'est pas facile, mais c'est la seule possible pour la santé économique du Canada et le bien des Canadiens. Nous comptons la suivre.

**M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca):** Monsieur le Président, je vous remercie de me permettre de participer à ce débat en conformité des règles de cette chambre. J'ai écouté les députés avec grand intérêt dans l'espoir d'en savoir davantage.

Un député libéral a posé des questions très pertinentes sur les 30 augmentations de taxe et l'augmentation du déficit, mais le ministre n'y a malheureusement pas répondu. En fait, le ministre a dit à mon ami libéral que